

L ALGERIE DEPENSE SANS COMPTER : QUEL GACHIS !

Algérie : trois hypothèses à court terme

Par [Le Matin](#) | 17/05/2013 21:12:00 | 16057 lecture(s) |

La maladie d'Abdelaziz Bouteflika si elle peut précipiter les évènements ne semble pas pouvoir les déterminer.



L'Algérie est plongée dans l'incertitude politique et sociale.

Elle n'est pas, à proprement parler, un élément d'analyse qui détermine les évolutions envisageables. Bien sûr que si le mandat actuel, le troisième, vient à être interrompu brutalement "la situation exceptionnelle" qui en résulterait justifierait la disqualification des élections et la mise en place d'une "nouvelle transition". Mais, il faut bien voir que ce ne sera là qu'une question de forme qui ne change rien aux éventualités de fond. Celles-ci peuvent être sérieuses dans trois hypothèses :

L'hypothèse du statu quo

En appui sur les capacités de manœuvres du pôle sécuritaire, dont le DRS est la dorsale, la bureaucratie rentière va tenter de prolonger au-delà du règne de Bouteflika l'état de patrimonialisation des institutions et des pouvoirs. L'option suppose d'un côté le maintien des transferts sociaux à un niveau élevé et d'un autre la négociation à l'international d'un modus vivendi qui avalise une situation anachronique.

Les concessions que la bureaucratie aura à faire à l'internationale seront autrement plus importantes que celles qu'elle concédera au niveau domestique. Les pressions qu'exercent déjà les multinationales sur la mesure des 51-49 ne sont probablement pas étrangères à cette éventualité. Comme d'ailleurs leur parrainage de la révision de la loi sur les hydrocarbures.

L'hypothèse de l'intégration du "printemps arabe"

L'Algérie semble avoir miraculeusement échappé à la vague du "changement". Les royautés sont passées au travers des troubles. Le Conseil de coopération du Golfe avait dès le printemps 2011 envisagé d'intégrer en son sein le Maroc et la Jordanie de sorte à faire bénéficier les familles régnantes des accords de défense du CCG. C'est d'ailleurs cet aspect des choses que le CCG a mis en œuvre dans le cas du Bahreïn pour parer à la contestation.

Dès son amorce "le printemps arabe" visait les "Djouloukiyate"^[1]. La Syrie, l'Égypte, la Tunisie, le Yémen et la Libye sont tombés. Les islamistes y sont au pouvoir, seuls ou en alliance avec des partis alibis. En Algérie, bien que la rue n'ait pas emboîté le pas au mouvement "dégage", le pouvoir isolé au sein de la Ligue arabe vit l'éventualité d'un soulèvement populaire comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de ses têtes.

La manœuvre qui s'offrirait à lui serait de négocier son l'intégration dans la nouvelle configuration régionale par le truchement d'un accord profitable au mouvement islamiste jusque-là intégré comme une composante mineure ou minorée au sein du régime. Une telle alliance disqualifierait la rue, le bloc sécuritaire ne ferait que pousser un peu plus loin les accords DRS-AIS en acceptant une islamisation du régime. L'Algérie se trouverait alors dans le cas de la Tunisie, de l'Égypte, et probablement de la Syrie de l'après-Assad : une situation de partage du pouvoir entre les islamistes et les militaires.

Des indices crédibilisent une telle hypothèse. Après "l'éclatement" de l'alliance présidentielle, seul le MSP garde un dynamisme politique, le FLN et le RND sont miraculeusement «

"neutralisés". L'UGTA de son côté, toute honte bue, fait place à un syndicat islamiste : la fédération des imams. Le ministère de la religion se consacre à la constitution du clergé officiel. Il institue des hiérarchies et règlemente le moindre aspect de la sphère religieuse. Les islamistes, de leur côté, instruits par le CCG, s'unissent et tentent d'entraîner des supplétifs parmi les démocrates.

L'hypothèse de rupture

Bien que plus improbable que les deux autres, elle n'est pourtant pas totalement exclue. Bouteflika, c'est ce que confirme l'ancien président du Conseil constitutionnel, Saïd Bouchar, a bâti son règne sur l'isolement de l'institution militaire, sur "sa neutralisation". Paradoxalement, en agissant ainsi, il a préservé cette institution du discrédit qui frappe le régime. Son statut de victime des trois mandats successifs l'élite, à la différence du DRS, à une place de choix au sein d'un front patriotique de rupture démocratique, républicaine et sociale. Le tout est qu'au sein des démocrates et des républicains s'enclenche une dynamique d'union sur l'essentiel : la préservation de l'État national.

Si cette hypothèse peut rapidement cristalliser un large front intérieur, il reste qu'elle devra faire face à une très forte hostilité extérieure. Dans le même temps l'Algérie en se posant comme un pôle opposé au CCG et à son projet réactionnaire de création d'une théocratie internationale par la création du VI califat, donnera un élan particulier aux mouvements démocratiques qui ont été fourvoyés dans le "printemps arabe". Elle s'affirmera comme un soutien aux formidables potentiels de la place Tahrir, des comités locaux syriens, des mouvements populaires qui se battent contre les monarchies réactionnaires, des démocrates tunisiens, des forces nationales libyennes... Il fut un temps, pas si lointain, où l'Algérie assumait un rôle d'épicentre des mouvements de libération...

C'est la finalité qui compte

On le voit, transition ou élection l'important restera l'objectif réalisé : consolidation ou compromission de l'État national algérien. Les élections présidentielles à venir peuvent s'avérer la voie royale pour l'intégration de l'Algérie au "printemps arabe", une probable transition aussi tant les rapports de forces sont détériorés. Pourtant il faut garder espoir, et surtout refuser toute abdication. Il faut préparer la résistance pour la sauvegarde de la république démocratique et sociale.

Mohand Baki

REACTIONS DES LECTEURS +

Guel Dring 19/05/2013 21:47:33

@ Mr Moumouh J'ai peut-être oublié de préciser qu'il n'y a pas de lieux ou de moments qui attestent de Son Absence et que c'est par l'imagination, la méditation qu'on peut saisir que tout se meut par sa volonté. Et parler de Dieu, c'est une joie surtout quand ça permet à Mr Moumouh Bakir de l'évoquer au moins une fois. Alors tant qu'il y a des bornes et des lignes rouges pourquoi se priver de discuter de Celui qui est à l'origine de notre existence. A plus forte raison, lorsque l'on y trouve une raison à "l'irrationnel". Avec mes salutations.

Karim Aït Aïssa 19/05/2013 12:49:04

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

L'Assemblée générale,

Consciente de ce que les peuples du monde se sont, dans la Charte des Nations Unies, déclarés résolus à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Consciente de la nécessité de créer des conditions de stabilité et de bien-être et des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect des principes de l'égalité de droits et de la libre détermination de tous les peuples, et d'assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Reconnaissant le désir passionné de liberté de tous les peuples dépendants et le rôle décisif de ces peuples dans leur accession à l'indépendance,

Consciente des conflits croissants qu'entraîne le fait de refuser la liberté à ces peuples ou d'y faire obstacle, qui constituent une grave menace à la paix mondiale,

Considérant le rôle important de l'Organisation des Nations Unies comme moyen d'aider le mouvement vers l'indépendance dans les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes,

Reconnaissant que les peuples du monde souhaitent ardemment la fin du colonialisme dans toutes ses manifestations,

Convaincue que le maintien du colonialisme empêche le développement de la coopération économique internationale, entrave le développement social, culturel et économique des peuples dépendants et va à l'encontre de l'idéal de paix universelle des Nations Unies,

Affirmant que les peuples peuvent, pour leurs propres fins, disposer librement de leurs richesses et ressources naturelles sans préjudice des obligations qui découleraient de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'avantage mutuel, et du droit international,

Persuadée que le processus de libération est irrésistible et irréversible et que, pour éviter de graves crises, il faut mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne,

Se félicitant de ce qu'un grand nombre de territoires dépendants ont accédé à la liberté et à l'indépendance au cours de ces dernières années, et reconnaissant les tendances toujours plus fortes vers la liberté qui se manifestent dans les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance,

Convaincue que tous les peuples ont un droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et à l'intégrité de leur territoire national,

Proclame solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

Et, à cette fin,

Déclare ce qui suit :

1. La sujétion des peuples à une subjugation, à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la Charte des Nations Unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales.

2. Tous les peuples ont le droit de libre détermination; en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel.

3. Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance.

4. Il sera mis fin à toute action armée et à toutes mesures de répression, de quelque sorte qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants, pour permettre à ces peuples d'exercer pacifiquement et librement leur droit à l'indépendance complète, et l'intégrité de leur territoire national sera respectée.

5. Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes.

6. Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies.

7. Tous les Etats doivent observer fidèlement et strictement les dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la présente Déclaration sur la base de l'égalité, de la non- ingérence dans les affaires intérieures des Etats et du respect des droits souverains et de l'intégrité territoriale de tous les peuples. ck

@R A M E S S E S II: "Si l'Algérie de Monsieur Badjadja, a jusqu'à présent échappé à ce que la plupart appellent le printemps "arabe"... "La Kabylie a tourné définitivement le dos à l'Algérie de Badjadja"!

Mais enfin, pourquoi me citer nominativement dans un texte qui ne me concerne en rien ?

C'est quoi ce nouveau concept de « l'Algérie de Badjadja » ?

Pourquoi chercher à me donner plus d'importance que je n'en ai réellement, un citoyen lambda responsable de rien du tout, ni en Algérie où je n'ai pas mis les pieds depuis plus de dix ans, ni aux Emirats où je travaille comme consultant en archivistique sans aucune responsabilité, même pas un secrétariat ?

Comme par ailleurs je ne suis membre d'aucun parti ni association, d'où vient cet intérêt pour ma personne ? Mes idées vous dérangent ? Ce sont les idées d'un citoyen algérien qui a le droit de s'exprimer, ce ne sont pas les idées d'un responsable quel qu'il soit. L'Algérie appartient à tous les Algériens, y compris les séparatistes !

R A M E S S E S II 19/05/2013 18:42:43

Monsieur Badjadja, avec tous mes respects pour votre personne, je me permet jamais d'insulter ou de manquer de respect loin de cette optique, mais dans cet espace qu'est Le Matindz, que le Val de Grace, soit loin de Monsieur Benchicou, c'est juste une façon de confronter nos idées disparates sur notre pays, mais une chose Monsieur Badjadja, ne faisant pas l'amalgame, les autonomistes kabyles ne sont pas des séparatistes, vous êtes suffisamment cultivés pour ne pas tomber dans le jeu de certains que vous connaissez mieux que moi. Ce genre de négation de la réalité de notre pays qui poussent les Algériens pour vous faire plaisir à tourner le dos à ce pays, et pourtant qui nous est très cher, tous les colonialismes sont à bannir, même s'il émane du bon dieu, j'espère que vous m'avez compris, j'ai lu votre article sur le quotidien d'Algérie, bonne continuation Monsieur Badjadja! Tous mes respects d'un Algérien autonomiste Kabyle! "Nhebou Wala Nkerhou, on est condamné à vivre dans la diversité sinon c'est la disparition absurde des Aztèques" . "Tanemirt Tamuqrant"
Amicalement
RMII

Elvez Elbaz 19/05/2013 11:10:20

Bouteflika Abdelaziz ne nuira plus à cette terre d'Algérie ancestrale, amazigh méditerranéenne et africaine occidentale et à ses peuples .Les marionnettistes chef képi l'ont "utilisé" jusqu'à l'innommable médical yek ,mon général ?!

Massine Ait Aneur 19/05/2013 05:11:09

Ok que vas faire l'internationale verte des coupeurs de tête contre les Guerriers Amazigh de Kabylie , de l'Aures, de Chenoua ... ? Quelqu'un aurait-il une idée ?

Massinissa Opine 19/05/2013 02:39:33

Il y a vos " trois hypothèses à court terme"

et puis

"La réalité, immédiate"

L'effondrement a commencé et inévitable - la question est comment, minimiser les dégâts ?

Le reste n'est que prière devant le cancer.

Il faut couper et couper VITE !

Notproud 19/05/2013 01:56:29

Parait qu'il va mal le nain de jardin faudra s'attendre à un deuil national de 40 jours + lecture en boucle du coran ! sur les chaînes officielles !

Muhend Kuriet 18/05/2013 20:13:43

Projeter sur le long et le moyen terme l'avenir de l'Algérie, en s'appuyant sur le conseil des babouins gérontocrates de l'orient me parait incertain, le conseil des pays du Golf ou celui des rois est une coquille vide, ils sont au service de l'oncle SAM et de l'état d'Israël, ils ont une feuille de route à exécutée à la lettre, il suffit juste de consulter le classement 2013 des pays du monde, les pays arabe et ceux de l'orient sont déclassé sur tout les plans, tous réunis ne valent pas un Kopek, ils sont très loin derrière le micro état sionistes, l'Algérie fait partie du plan du grand moyen orient concocté par les faucons de la maison blanche dont fait partie Condoleezza Rice, si les dirigeants actuel du pays restent dans leur mutisme, si ils sont tenté de reproduire les méthodes utilisées depuis maintenant 50 ans, tôt ou tard l'Algérie se trouvera face à son destin, on ne peut pas continuer comme ça, notre premier et grand ennemi sont nos chers gérontocrates qui ont érigé la plus grande ploutocratie du monde, il suffit juste de voir les choses en face, un président avec sa clique qui dirigent le pays depuis 14 ans avec une main de fer, ayant dépensé plus de 800 milliards de \$, faisant de l'Algérie le pays le plus tribal au monde, le pays le plus voyous au monde, ayant détruit des centaines de milliers d'emplois victime de la mafia de l'import import, l'état pathétique de l'économie et de l'industrie, favorisant le bazar, détruit définitivement l'école, mise à genou de la santé, les investissements qui auront du être fait, le malaise social, les conflits qui menacent la cohésion et la sécurité du pays, hélas le CCG ne peut rien faire n'aura aucun pouvoir, en dehors de celui d'armé et de nous envoyer des criminels comme ce fût le cas de la Syrie, éventuellement accueillir nos criminels, le reste ils sont très loin, juste un exemple, le Qatar, l'Arabie et le Koweït sans la protection du parapluie nucléaire de l'oncle SAM, leur pseudo monarchie de paille disparaîtront en moins d'un mois, alors comment des pays qui bénéficient de la protection d'autrui puissent menacer un autre pays

Moumouh Bakir 19/05/2013 14:05:45

Le Conseil de Coopération du Golf s'il a vocation, dans l'optique impériale Us, à servir de coquille au projet de GrandMoyen Orient, n'en demeure pas moins, dans celle des pétromonarchie la matrice d'un potentiel Califat (le VI, puisque il est censé rétablir ce pouvoir entre les mains des Arabes). Ce degré d'autonomie (potentiel ?) du CCG, ne devrait pas être ignoré à mon avis.



0



Fawzi Haddad 18/05/2013 19:18:23

Beaucoup se trompent, des journalistes aussi se trompent lorsqu'ils croient que le DRS va prendre les choses en main. En fait le DRS n'a jamais été contre Nos "Djoumloukistes", bien au contraire c'est cette institution Militaire qui est la racine des maux en Algerie. Le DRS possede tout les dossiers de corruptions depuis l'investiture de Bouteflika , en 1999. Jamais au grand jamais cette institution n'a voulu mettre terme a cette corruption, car les membres influents de cette institution en beneficiaent par des Millions de Dollars de Sonatrach, de l'autoroute Est-Ouest, et d'autres marchés douteux avec des sommes faramineuses. Comme il vient de le declarer Sid Ahmed Ghozali, s'il y a conflit entre le DRS et le Clan Bouteflika, c'est uniquement du a un conflit d'interet de clans, et ce n'est surement pas a cause des derapages et souillures de l'Algerie commises par le Clan presidentiel.

Le DRS n'en a rien a foutre du peuple ou de l'Algerie, tout ce qui l'interesse et que ses membres influents ou les Nababs de cette instution continuent a se sucrer sur le dos des Algeriens.

Sinon comment ces affaires qui datent de l'apres 1999, le DRS faisait sourde oreille?

Pourtant elle était au courant.

Pkoi justement en 2013 à la veille des élections présidentielles, comme par magie ce DRS se rend compte, après 14 ans! ah il y a corruption à grande échelle?

Le DRS veut placer le futur président, un homme docile et servil pour cette institution tout simplement. Ne soyons pas Naifs, et croire que ce DRS veut sauver le pays. Alors là, pas tout!



0



Hocine Amari 18/05/2013 18:59:50

L'ALGERIE N'A PAS EU DE PRINTEMPS ..(ARABE) pour ces otifs.

1 le Maroc et l'Algérie ont une proportion d'environ 80% de leur population comme berbère. et 60% de cette population parle berbère

IL ya eu deux printemps Berbères en ALGERIE pourquoi un printemps Arabe ?

Le Maroc et l'Algérie sont deux pays qui sont condamnés à s'entendre .

Le bloc Arabe a vu sa frontière aux limites de la frontières Tunisiennes.

ETOP ET FIN



0



Moumouh Bakir 19/05/2013 14:14:20

Et pourtant les populations de la région de Nefoussa ont été le fer de lance de la contestation en Libye, et elles n'en sont pas moins Amazigh que les populations d'Algérie ou du Royaume Chérifien.



0



RAMESSE II 18/05/2013 13:35:36

Monsieur Bakir,

« Ceux qui aiment marcher en rangs sur une musique : ce ne peut être que par erreur qu'ils ont reçu un cerveau, une moelle épinière leur suffirait amplement. » de Albert Einstein

Il n'y aura aucune de ses trois hypothèses, parce que vous n'avez pas pris en compte le poids pas des islamistes comme vous l'avez écrit mais du SDECE français et des binationaux de l'Ouest.

Si l'Algérie de Monsieur Badjadja, a jusqu'à présent échappé à ce que la plupart appelle le printemps "arabe" je ne suis pas d'accord avec ce mot "Kharabe" c'est plutôt grâce au rôle de la France, chasse gardée des généraux et des politiciens Français, si d'ailleurs la France a un peu échappé au printemps Arabe version Europe, crise industrielle, c'est plutôt grâce au Sud Algérien, pas de l'Algérie, ils n'ont rien à cirer du Bougnoul Algérien et de l'indigène. On le manipule à souhait pour un visa ou pour un séjour à Val de Grace!

Si la Tunisie est tombé entre les mains des salafistes Fi Bilad El Barbar versus Al Zawahiri, c'est la faute à Sarkozy et Berlusconi, l'Europe n'a pas intérêt à voir Le GMO (Grand Moyen Orient, projet Américain pour le middle east et l'Afrique du nord) s'installé à leurs portes du Sud. Ce que les peuples d'Europe ont compris, pas l'Allemagne, en écartant Sarko et Berlo!

On n'a pas de politiciens chevronnés en Algérie, même il y en a beaucoup d'Algériens qui sont très loin des rangs mais ils n'aiment pas marcher en rangs derrière une musique.

Et une deuxième chose, la Kabylie et les berbères d'Algérie n'ont pas bougé et les arabes d'Algérie puisque c'est un printemps arabe, ont l'habitude d'attendre les supplétifs du deuxième bureau arabe versus colonialisme arabo-musulman et le moment opportun pour sauter sur le Koursi (la chaise)! Cette fois, non la Kabylie va lutter juste pour ses enfants, loin de tout nationalisme archaïque, ce que les autres n'ont pas encore compris:

"La Kabylie a tourné définitivement le dos à l'Algérie de Badjaja!"

Cette fois, la Kabylie a suivi une voie royale, celle prônée par le MAK et son leader Ferhat Imazighen Imula, le moteur de L'Algérie démocratique progressiste étant en panne, la solution finale ou l'opération Barbarousse, "le fédéralisme", que chacun dans son coin s'occupe de ses problèmes, Pour une Algérie unie dans la diversité, pour une Algérie des Régions, la décentralisation des pouvoirs.

Historiquement parlant l'Algérie du moins l'Afrique du Nord, a toujours fonctionné de cette façon. Évitez de regarder notre avenir par la serrure de la Tour de Gustave Eiffel!

Amicalement

RMII



0



Moumouh Bakir 19/05/2013 14:26:28

Le poids de la France dans les rapports de forces internationaux me semble bien en deça du niveau où vous le situez. Et même dans ce qui était "son terrain de prédilection" il semble bien que les recompositions ont été plus favorables aux anglo-saxons et aux germains qu'aux Francs.

Pour le reste



0



RAMESSE II 19/05/2013 18:30:01

Pas pour l'Afrique Monsieur Bakir, le président de l'Algérie se soigne actuellement dans un hôpital militaire de la France, est ce suffisant ou pas, l'avenir de tout un pays est entre les mains d'une infirmière Française, c'est pour cela, je préfère parlé d'institutions ou carrément de fédéralisme, le pays sera moins vulnérable à ses passages à vide du système, même si que depuis 62, c'est un désert politique que l'Algérie traverse avec le baathisme nacérien et la politique franco-arabe! Une mosquée socialiste disait feu Mohya que dieu ait son âme est devenu une mosquée capitaliste! c'est la continuité dans le statu quo dixit un marabout de la politique Algérienne!

RMII



0



Guel Dring 18/05/2013 10:50:56

Limiter les hypothèses pour un pays dans une situation aussi instable c'est justifier les limites de notre imaginaire . Il y a tellement de probabilités que la plus plausible ne sera que celle que Dieu aura décrété . Tout un pays retient son souffle a-t-on écrit ou dit quelque part , c'est une mauvaise posture que de retenir le souffle parce que ça traduit une angoisse , une peur . Elle peut se faire dans une position pour maîtriser la pensée, se concentrer sur une cible , un mouvement spécifique Mais quand on se repose sur la fatalité , l'esprit se calme et l'on se prépare à toutes les éventualités sans crainte :

Chapitre le repentir / 51. Dis: «Rien ne nous atteindra, en dehors de ce qu'Allah a prescrit pour nous. Il est notre Protecteur. C'est en Allah que les croyants doivent mettre leur confiance».



0



Moumouh Bakir 19/05/2013 14:30:45

Si vous voulez que Dieu et ce qui lui est prêté garde sa sacralité laissez le là ou il doit être (Hors du champ politique). Sinon, acceptez que les propos que vous soumettez à la discussion soient discutés de la façon la plus ordinaire, même si vous le pretez "à Dieu"!



0



Moumouh Bakir 19/05/2013 14:17:30

En l'occurrence, il ne s'agit pas ici d'imaginaire, mais de lecture du réel avec ses contraintes et ses potentialités. Ce qui reste le propre du politique tant que celle-ci est "l'art du possible".



0



RAMESSE II 18/05/2013 10:36:17

Monsieur Bakir,

« Ceux qui aiment marcher en rangs sur une musique : ce ne peut être que par erreur qu'ils ont reçu un cerveau, une moelle épinière leur suffirait amplement. » de Albert Einstein

Il n'y aura aucune de ses trois hypothèses, parce que vous n'avez pas pris en compte le poids pas des islamistes comme vous l'avez écrits mais du SDECE français et des binationaux de l'Ouest.

Si l'Algérie de Monsieur Badjadja, a jusqu'à présent échappé à ce que la plupart appellent le printemps "arabe" je ne suis pas d'accord avec ce mot "Kharabe" c'est plutôt grâce au rôle de la France, chasse gardée des généraux et des politiciens Français, si d'ailleurs la France a un peu échappé au printemps Arabe version Europe, crise industrielle, c'est plutôt grâce au Sud Algérien, pas de l'Algérie, ils n'ont rien à cirer du Bougnoul Algérien et de l'indigène. On le manipule à souhait pour un visa ou pour un séjour à Val de Grace!

Si la Tunisie est tombé entre les mains des salafistes Fi Bilad El Barbar versus Al Zawahiri, c'est la faute à Sarkozy et Berlesconi, l'Europe n'a pas intérêt à voir Le GMO (Grand Moyen Orient, projet Américain pour le le middle east et l'Afrique du nord) s'installé à leurs portes du Sud. Ce que les peuples d'Europe ont compris, pas l'Allemagne, en écartant Sarko et Berlo!

On a pas de politiciens chevronnés en Algérie, même il y en a beaucoup d'Algériens qui sont très loin des rangs mais ils n'aiment pas marcher en rangs derrière une musique.

Et une deuxième chose, la Kabylie et les berbères d'Algérie n'ont pas bouger et les arabes d'Algérie puisque c'est un printemps arabe, ont l'habitude d'attendre les suppelleatifs du deuxième bureau arabe versus colonialisme arabo-musulman et le moment opportun pour sauter sur le Koursi (la chaise)! Cette fois, non la Kabylie va lutter juste pour ses enfants, loin de tout nationalisme archaïque, ce que les autres n'ont pas encore compris:

"la Kabylie a tourné définitivement le dos à l'Algérie de Badjaja!"

Cette fois, la Kabylie a suivi une voie royale, celle prônée par le MAK et son leader Ferhat Imazighen Imula, le moteur de L'Algérie démocratique progressiste étant en panne, la solution finale ou l'opération Barbarousse, "le fédéralisme", que chacun dans son coin s'occupe de ses problèmes, Pour une Algérie unie dans la diversité, pour une Algérie des Régions, la décentralisation des pouvoirs.

Historiquement parlant l'Algérie du moins l'Afrique du Nord, a toujours fonctionné de cette façon. Évitez de regarder notre avenir par la serrure de la Tour de Gustave Eiffel!

Amicalement

RMII



0



Laid Baiid 18/05/2013 08:12:56

Monsieur Bakir, vous oubliez une chose importante, c'est que le peuple Algérien n'a aucune ressemblance avec les peuples Arabes que vous citez.

Il est différent, car c'est le seul peuple qui a combattu le colonialisme.

C'est un peuple dont la culture est différente... le seul à avoir de "l'honneur et dignité" (nif wa redja).

Dont la réaction au moment grave, est différente.

Il y a des Hommes, et des "Vrais" au sein de cette ANP, qui ne permettront pas cela... (Chakib aurait vendu Sonatrach sans eux... et Chavez.).

Il suffirait de l'appeler d'un homme intègre tel que Zeroual, pour que tout change...

Sa sollicitation par les enfants de Chouhada, pourrait faire boule de neige... Si toutes les organisations et associations non étatiques faisaient la même chose... Les fils de P... ne perdent rien pour attendre..



0



Moumouh Bakir 19/05/2013 14:39:33

Le peuple algérien a bien connu la fameuse "décennie sanglante" Il y avait ceux qui voulaient mettre à bas l'Etat National (hérité de Novembre), ceux qui l'ont défendu et ceux qui sont resté dans le marais. Le peuple Algérien subit la corruption, il y'a ceux qui corrompent et ceux qui se laissent corrompre, et ce phénomène est loin d'être marginal. La GLN, moment fondateur de la Nation et de l'Etat, est un moment historique qui n'est ni une manifestation divine, ni un horizon infranchissable imposé à la Nation. Les autres peuples aussi ont leurs épopées et leurs histoires, le savoir nous rappelle à une obligation d'humilité.



0



Aksil Ilunisen 18/05/2013 05:50:33

Les arabes adorent l'anarchie, vivent dans l'anarchie et meurent dans l'anarchie. Le Coran, une religion obsolète, le prouve et il n'ya pas 1000 chemin pour aller vers son "Paradis" imaginaire: Hair tout le monde sur terre, créer l'Enfer chez soit (dans le monde arabo-musulman) et aller détruire les autres cultures et civilisations du monde pour y implanter d'autres Enfers, tout en pratiquant le pire de tous les actes dégradants de la condition humaine qu'est tuer au nom de Dieu!

Alors, croyez-vous que qu'il y aurait une génération des martyrs de 54-62 qui reviendrait, ou irait-elle combattre "la France" pour que nous vivions dans une m.... pareille?

Les arabes sont ingouvernables, et ne les seront jamais! (Ibn-Khaldoun). A quoi bon être fier d'être arabo-musulman pour vivre mi-humain mi-animal aux dépens de la rente pétrolière et d'une mendicité humiliante, dans des républiques et/ou royaumes qui n'ont d'existence que leur nom?

Printemps arabe; une fantaisie, un mythe!

La source de malheur de l'arabe est avant tout ses croyances inaptées aux temps modernes, puis vient sa répulsion de la culture universelle, et enfin sa circonscription dans un égoïsme chronique refusant toute alternative malgré le su de ses limites et ses faiblesses inavouées.... avant de sombrer dans la fatalité d'un Allah-ghaleb.... Et pourtant, Dieu reconnaît bien les siens, n'est-ce pas?

Je propose une alternative:

1. Relire son histoire à partir du début et non pas à partir des fantassins arabes du 7e siècle
2. "Enlever à l'algérien la liberté d'être un âne" (Mostepha Lacheraf)
3. Cesser de jouer au petit malin, que ce soit à El-Mouradia ou aux Tagarins!



0



Massinissa Opine 19/05/2013 03:25:09

Ce que tu écris est certainement le constat le plus juste que j'ai lu à ce jour. Cependant, il ne répond pas à la cruciale question quoi faire et comment?

Ton constat maïe dance mon argument.

1. en finir avec l'arabe et le allah
2. Comme on ne peut faire cela, il faut absolument détruire cette pseudo-république pour en reconstruire une ou plus d'une, et sans dégâts et il n'y a qu'une manière:

a. retirer toute autorite' d'alger sur les APC en un 1er lieu, suivi de celui des dairas, et enfin reconstituer les assemblees de wilaya avec une autorite' absolue sur leurs wali mais aussi leurs depute's.

La et seulement-la, restera arabo-n'importe quoi, taliban-meme qui voudra.

Renegotier une constitution et s'equiper d'une equipe de mules, pretes a travailler ou deguerpir.

Mon pronostique et qu'il en sortira plus d'un pays.

C'est inevitable - mais au moins, ca se fera sans trop de degats.

Liberer les apc, etc. se fera d'une maniere ou d'une autre. Vraisemblablement, vu le deploiement des brigades dans les villages, en Kabylie et ailleurs, je crains que cela va engendrer des degats.

J'ai eu la vision du scenario de 1990, en 1980, et il s'est produit, pire que je ne l'ai imagine'.



0



Aksil Ilunisen 20/05/2013 19:58:16

Je crois que le probleme est plus profond que les APC... il est ideologique avant tout. Pour y arriver ce'st un peu comme s'attaquer a un cancer dans sa phase terminal.... le monde arabe est entrain de s'ecrouler au vu et au su des civilisations occidentales... il n'y a que le petrole qui maintient le virus de se perpetuer. Le his c'est que les puissances occidentales savent tres bien qu'une fois que le petrole tirerait a sa fin, ce monde arabo-mulsman va s'auto detruire un peu comme la Somalie d'aujourd'hui., et bien d'autres pays pauvres et en detresse

Le probleme que je souleve ulterieurement et d'inviter les algerien (tous les nord's africains, in extenso) a se repositionner par rapport a l'Histoire, etre "un peu" pragmatique et voire plus clairement. Le vandalisme de l'Islam a fait son temps a l'epoque ou les hommes se battent avec des epées et des massues. Maintenant, c'est l'ere des technologies medernes et de la mondialisation. La religion n'a plus a place pour s'assure une place dans le paradis ...terrestre tant revendiqué par l'Islam comme le fameux "tresor y est caché dedans" du Laboureur et ses enfants de Victor Hugo.

Le Paradis dans l'au-dela n'est qu'une farce, une malice utilisée comme subterfuge pour affaiblir les indigenes insoumis...autrement, Dieu aurait pu envoyer un messenger dans chaque langue et pour chaque peuple. La famille mafieuse de Khadidja a trouvé en Mohamed, le bon messenger pour mettre sur pieds uen religion pour les arabes avant de se lancer dans une conquete des terres du croissant fertile et des autres plaines des territoires avoisinants , encore uen fois en tuant au nom d'un Dieu fait sur mesure pou rassouvir leur soif de conquerir.

Bref, je ne veut pas sortir hors sujet, mais je veux tout simplement tirer la sonnette d'alarme, pour que nous soyions plus vigilents et etre du coté de la raison et de la cause juste. Quand a la maniere de s'y prendre, et bien il faut trouver une solution pour eviter de subir les coups des mafias [que soient Clan doudjda, DRS, "salafistes" et consorts] mais les combattre intelligemment et les pousser par dessus bord avant que la barque Algerie ne coule et nous avec.

Le redressement de l'Algerie serait l'etape suivante.



0

Aksil Ilunisen 18/05/2013 04:42:40

Djoumloukia, est-ce un terme pour designer une Aristocratie tout court?



0

Fawzi Haddad 20/05/2013 23:23:01

Terme utilisé par Wacini Laredj qui est un anagramme de 2 mots: Djoumhouria(republique) et Mouloukia ou mamlaka (Monarchie).

En Fait Djoumloukia designe ces Republiques bananieres, dont les Statuts officiels sont des republiques, mais leurs fonctionnements sont des Monarchies... a voir des Presidents de 30 ans, 40 ans de regne et meme a vie et des fois ils leguent la Presidence a leurs enfants ou leur proches ou leurs copains..(Algerie, Syrie, Egypte...)



0

Atheras Amsoune 18/05/2013 00:00:24

L'on dit ; « lorsque ton environnement cajole la vertu dépravée, comme il adule un aliboron, sois des empressés à lui empiler de l'avoine à foison, si un tel joug t'est odieux, fuis et foules d'autres contrées, oublis rapidement de tels jours maudits ». C'est le goinfre qui depuis l'aurore dévorait tout ce qui faisait la notoriété de cette patrie, qui eut tout ingéré, pour nous montrer le Loup à côté. Mais encore une fois, le goinfre est le plus fort ! Sans doute : le berger en devenant goinfre et en attachant toujours son motif de présence à cette raison du loup, il rend peu septique la brebis, qu'elle est vouée au même sort que celui que lui réservait le Loup. Le berger chassa le loup et gagna le droit de manger la brebis. Enfin l'enfant prodige sortit la république miracle de sa ruine, seulement il continua de parler du loup lui aussi, en zyeutant évidemment la belle brebis. La brebis fit de lui le roi et depuis le berger est toujours là. Là aussi, je me rappelle cette allégorie qui nous eut laissé Sénèque: « qu'ils songent que ce n'est ni par l'or, ni même par la multitude des bras, qu'un État se soutient ; mais par les mœurs ». Que sont devenues les nôtres ? Il dit aussi : « que mille hommes qui ne craignent pas pour leur vie, sont plus redoutables que dix mille qui craignent pour leur fortune ». Sincèrement, je ne conçois pas que dans ma patrie il existe quelqu'un qui ne verse pas mille inquiétudes sur sa fortune, même en étant des plus négligeables. Pour ce qui est de la vie ! Là je n'y vois que des très rares qui y consentent à la sacrifier, pour le meilleur de cette patrie; hélas, même le retour du loup n'y intéressera personne. Chasser le loup, pour être la proie d'un goinfre cela n'intéresse que la brebis. Pour une dernière il dit : « si la république est trop corrompue, et qu'il n'y ait aucun espoir de la sauver ; si les moyens souffraient des contradictions insurmontables ; si l'État est la proie des méchants : le sage se sacrifierait inutilement ». Ah ! Notre placidité n'exprime donc que de la sagesse ! Malheureusement, la sagesse pour comprendre une telle philosophie est loin d'être notre caractéristique, plutôt cet état de nonchalance devant la ruine de la patrie est devenu la spécificité de tous les érudits qui se suffisent d'une place devant les mangeoires. Atheras Amsoune- Le temps des hyènes -



0

Atala Atlale 17/05/2013 21:55:18

Le peuple - tenu à l'écart et insuffisamment politisé par les partis vides qui participent en tant qu'invités à une part de la rente - peut toujours créer la surprise, s'il y a une irruption inattendue d'une personnalité intègre et connue pour sa probité et sa fermeté ayant déjà livré ses sentiments sur la situation actuelle, sentiments partagés par une grande majorité.



Abdesselam Ali-Rachedi. Porte-parole de l'itinéraire démocratique et social «L'Algérie a besoin d'un vrai changement, amorce d'une IIe République»

le 16.05.13 | 10h00 **5 réactions**



Abdesselam Ali-Rachedi estime que le système «est à bout de souffle» et que si le statu quo est maintenu, l'Algérie «ira fatalement droit dans le mur, à cause de la gabegie et de la fuite en avant des gouvernants». D'où l'urgence, préconise-t-il, d'«une période de transition de deux ou trois ans au moins pour jeter les bases d'une vraie démocratie, avant le recours aux urnes».

- Quelle est l'incidence politique de l'absence du chef de l'Etat, suite à sa maladie, d'autant que moins d'une année nous sépare de l'élection présidentielle ?

En théorie, le Parlement aurait dû proclamer l'état d'empêchement en application de l'article 88 de la Constitution. Comme l'Algérie n'est pas un Etat de droit, cela ne s'est pas fait. Du reste, la Constitution est constamment violée dans plusieurs de ses dispositions. De plus, des pouvoirs de fait, non prévus par la Constitution, interfèrent souvent avec le pouvoir légal et, dans bien des cas, parviennent à imposer leur volonté. Le terme «décideurs», dont la paternité revient au regretté Mohamed Boudiaf, ou celui de «cabinet noir», inventé par le défunt M'hamed Yazid, rendent plus ou moins compte de cette réalité. Dans les faits, il n'y a pas de blocage, car le pouvoir réel n'est pas empêché. Mais d'un point de vue purement formel, on peut considérer que l'absence du Président a une incidence négative sur la continuité des affaires de l'Etat, d'autant plus que la fonction de chef de gouvernement a disparu avec la dernière révision constitutionnelle. Quant à la question de l'élection

présidentielle, elle n'angoisse que les tenants du statu quo. En effet, le pouvoir réel répugne à agir dans la précipitation et veut se donner le temps de dénicher son futur champion, de faire sa promotion et de le faire élire à la tête de l'Etat.

- ***Au bout de trois mandats présidentiels, l'Algérie ne semble pas voir le bout du tunnel. Quel constat faites-vous de l'état du pays ?***

L'écrasante majorité de la population algérienne est née après l'indépendance et ne se reconnaît plus dans la classe dirigeante issue de la guerre de Libération. De plus, ces dirigeants sont aujourd'hui âgés et parfois très malades. La légitimité historique, le discours nationaliste et populiste, le recours abusif à l'islam comme ressource politique sont des formules usées, devenues contre-productives par la force des choses. Le régime, replié sur lui-même, ne comprend absolument rien aux enjeux induits par la mondialisation au plan économique et au plan de l'information.

La jeunesse algérienne aspire à la liberté, à la modernité et à vivre sa vie pleinement, sans le carcan des interdits d'un autre âge. Surtout, plus prosaïquement, les jeunes, garçons et filles, ont besoin de travailler et de disposer d'un logement, comme tous les jeunes de par le monde. Or, l'économie de rente et le recours systématique à l'importation sont des obstacles insurmontables pour l'émergence d'une économie productive, créatrice de richesses et d'emplois.

En dépit d'une embellie financière historique, la situation du pays est catastrophique. Si les choses continuent ainsi, l'Algérie ira fatalement droit dans le mur à cause de la gabegie et de la fuite en avant des gouvernants qui, au lieu de répondre aux aspirations légitimes de la population à la liberté et au bien-être, ont cru qu'ils pouvaient durablement acheter la paix sociale avec l'argent du pétrole. Un seul chiffre suffit à caractériser l'impasse budgétaire : selon les données officielles, en 2012, le budget de fonctionnement a absorbé l'équivalent de 67 milliards de dollars, soit un peu plus que le niveau des exportations pétrolières. Le déficit global du Trésor, pour la même année, atteint le taux abyssal de 21% du PIB, contre une norme universelle de 3%. Quant à l'inflation, avec plus de 9%, elle dépasse allégrement les 2% communément admis. Ajoutons à cela un taux de chômage officiellement autour de 10% et qui a conduit les chômeurs du Sud à s'organiser pour réclamer bruyamment des emplois.

Le système est donc globalement dans l'impasse et le statu quo n'est plus tenable, sauf à prendre le risque d'un effondrement générateur de chaos qui pourrait remettre en cause la souveraineté nationale. Certes, l'Algérie a été épargnée jusqu'ici par ce que la presse a

qualifié de «Printemps arabe». Mais croire que l'Algérie est définitivement à l'abri est une vue de l'esprit. Or, ces soi-disant printemps ne débouchent, en définitive, que sur la prise de pouvoir par des islamistes labellisés modérés et ouvertement alliés de l'Occident.

- Depuis quelques mois, la chronique nationale vit au rythme de scandales de corruption. Comment en est-on arrivé à ce niveau inquiétant de prédation ?

Faut-il s'en étonner ? La corruption est une constante des économies de rente. La rente de situation dont on bénéficie par la proximité avec le pouvoir n'a pas d'autre but que de détourner une partie de la richesse collective à son profit. Il n'y a pas de remède à la corruption tant que le système est ce qu'il est.

Un Etat de droit, une économie de marché productive et l'égalité des citoyens en droits, devoirs et dignité sont les meilleurs garants contre la corruption. Concernant les scandales médiatisés ces derniers temps, il ne faut pas être dupe. Il ne s'agit pas ici de prétendues opérations mains propres, mais d'un épisode de la lutte de clans.

- En raison d'une vie politique plombée et à la veille de l'échéance présidentielle, la succession ne risque-t-elle pas, encore une fois, d'être organisée à l'intérieur du système et par lui ?

C'est ce que voudraient les partisans du statu quo. Reconduire le système pour garantir les privilèges indus d'une caste prédatrice. Mais il me semble que le système est à bout de souffle. Il ressemble par certains aspects à l'URSS de la fin de l'ère Brejnev. Le pays était dirigé par une gérontocratie, l'économie totalement dépassée et la société au bord de l'explosion. Pourtant, en dépit de son caractère totalitaire, ce pays a permis l'émergence d'un Gorbatchev qui s'est engagé résolument dans des réformes audacieuses (perestroïka). Chez nous, une première tentative de réforme a vu le jour entre 1989 et 1991, avec notamment la promulgation de la Constitution de 1989 qui a autorisé le multipartisme. Elle avait, en son temps, suscité d'énormes espoirs. Malheureusement, la donne a été pervertie par l'irruption de l'islamisme sur la scène politique, ce qui a conduit l'armée à suspendre le processus démocratique. Les maigres acquis démocratiques ont alors, peu à peu, été remis en cause.

La deuxième tentative, appelée parfois «normalisation autoritaire», est la période post-HCE. Elle a consisté en l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1996, une relative ouverture

politique et médiatique et la mise en place des institutions sur la base, pour la première fois, d'élections pluralistes, mais hélas gravement entachées de fraude. Ce processus a, lui aussi, été brutalement interrompu en 1999. Les interdits s'ajoutant aux interdits, les institutions ayant été vidées de toute prérogative, on a assisté à une extinction progressive de toute vie politique. Le pouvoir a ainsi rendu impossible toute possibilité d'alternance autre qu'une alternance clanique au sein du système.

Dans quelle mesure le projet de révision de la Constitution pourrait aider à réformer le système politique ?

Il faut d'abord préciser que le projet de révision de la Constitution est un projet du régime. Personne ne croit qu'il est destiné à la réforme du système politique. Bien au contraire, il est manifestement une énième tentative de brouiller les cartes pour que rien ne change. D'ailleurs, de la façon dont ce projet est mené, dans l'opacité et sans implication de la société, il est clair qu'il n'est destiné qu'à donner un cadre légal à une nouvelle recombinaison du régime. En fait, le retour à une transition démocratique est un préalable au débat sur une nouvelle Constitution.

La Constitution est une affaire éminemment politique et non une affaire de juristes, aussi experts soient-ils.

- On évoque souvent la fameuse question de lutte de clans au sein du sérail entre l'armée et la Présidence. Quelle est la nature des rapports au sein du pouvoir ?

Les clans fonctionnent selon les principes du patronage et du clientélisme. Chaque clan essaie d'accaparer le maximum de pouvoir et de richesses. Il est évident qu'il ne s'agit pas là de richesses créées par le travail, mais de la richesse naturelle qu'est la rente pétrolière. Dans un pays normal, où domine l'économie de marché, le conflit, essence du politique, se situe au sein de la société. Chez nous, pays à économie de rente et où l'Etat est privatisé, le conflit se déroule au sein des appareils civils et militaires de l'Etat : c'est la lutte des clans. Il semble que trois centres de pouvoir occupent le sommet de l'Etat : la Présidence, l'armée et le DRS. Jusqu'en 2004, c'était l'armée, incarnée par le chef d'état-major, qui était le centre le plus puissant. Puis le DRS, au départ une structure au sein de l'armée, réussit, en s'appuyant sur la Présidence, à s'émanciper de toute tutelle, si bien que l'on se retrouve en définitive avec deux centres de pouvoir principaux : la Présidence et le DRS. Depuis 1999, la Présidence a grandement renforcé ses pouvoirs par une pratique autoritaire, consolidée dans la révision constitutionnelle de 2008. Depuis 2009, il est manifeste que les deux clans sont devenus rivaux.

- Qu'est-ce qui pourrait contraindre les décideurs à opérer un choix de transition démocratique ?

Plusieurs raisons pourraient contraindre le régime à des révisions déchirantes. D'abord l'épuisement de la légitimité historique et l'âge avancé de la majorité des dirigeants issus de la guerre de Libération. Ensuite, il y a la nouvelle donne constituée par le «Printemps arabe» et ses conséquences. L'impasse budgétaire actuelle peut conduire à un désastre, à brève échéance, en cas de poursuite de la gabegie en matière de dépenses publiques.

Enfin, les problèmes sociaux récurrents (chômage, logement, précarité...) qui frappent durement la majorité de la population tournent facilement à l'émeute. Devant cette situation qui confine à l'impasse, sauf à jouer à la politique du pire, le régime n'a pas d'autre solution que de négocier les modalités d'un changement devenu impératif.

- Quelle est votre conception du processus de transition démocratique et comment le rendre irréversible, alors que l'opposition démocratique est complètement émietlée ?

Après l'arrêt brutal du processus démocratique initié par les réformateurs et l'avortement de la «normalisation autoritaire», l'Algérie est de nouveau dans une impasse quasi-totale. Elle ne pourra s'en sortir qu'en optant courageusement pour des réformes sur tous les plans. Il lui faudra jeter les bases d'une vraie démocratie libérale et donc ouvrir très largement les champs politique et médiatique. Il faudra aussi jeter les bases d'une véritable économie de marché, fondée sur le libéralisme économique. Enfin, il faudra revoir de fond en comble le système éducatif pour le soustraire à l'idéologie et jeter les bases d'une école républicaine. Bien d'autres chantiers devront être ouverts.

Mais, dans tous les cas, il faudra une période de transition de deux ou trois ans au moins avant le recours aux urnes. Ce délai est indispensable pour permettre aux forces politiques et sociales de s'organiser, dans un climat de liberté et de tolérance, afin de jeter les bases d'un nouveau régime.

- L'élection présidentielle pourrait-elle être le point de départ de ce processus ?

Ce dont l'Algérie a besoin, ce n'est pas d'un quatrième mandat de l'actuel Président ni d'un autre Président issu d'un consensus des décideurs, mais d'un vrai changement, amorce d'une IIe République. Dans le système actuel, l'élection présidentielle ne sert qu'à reconduire le statu quo. D'ailleurs on imagine mal, au vu des dispositions de la Constitution actuelle, qu'un Président démocrate puisse accepter d'exercer un pouvoir quasi-dictatorial.

De toute manière, cette hypothèse relève de la politique-fiction. Mais au sein du système et dans la société peuvent surgir des prises de conscience des risques que comporte la perpétuation du statu quo. Tout est question de volonté politique. L'espoir qu'apportera la sortie de l'impasse sera alors plus fort que la peur du changement. Surtout si les réformes sont conduites de manière pragmatique, dans la sérénité et avec un esprit d'ouverture. La

période de transition serait alors gérée par des instances provisoires, décidées par consensus à l'issue d'un dialogue national. Reste que la classe politique actuelle, à l'exception de quelques personnalités intègres, est largement discréditée aux yeux de la population.

C'est un vrai problème. Aussi, l'espoir réside plutôt dans les nouveaux leaders qui ne manqueront pas d'émerger à la faveur de l'ouverture des champs politique et médiatique.

Hacen Ouali

La Facture alimentaire de l'Algérie continue de monter : Plus 19% en 4 mois

le 22.05.13 | 13h02 **2 réactions**

La facture alimentaire de l'Algérie a enregistré durant les quatre premiers mois de 2013 une hausse de 18,7% par rapport à la même période de l'année écoulée, en raison d'une augmentation presque généralisée des importations du mois d'avril, a-t-on appris mercredi auprès des Douanes algériennes.

La facture des produits alimentaires, qui occupent la 3^{ème} position dans la structure des importations globales algériennes, s'est élevée à 3,34 milliards de dollars (mds usd), contre 2,81 mds usd durant le même période de 2012, selon les chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques obtenus par l'APS.

Pour le mois d'avril dernier, la facture des importations alimentaires a connu une hausse "plus prononcée" de près de 36,2%, totalisant 937 millions usd contre 688 millions usd durant le même mois en 2012, indique le centre.

Les principaux produits alimentaires importés par l'Algérie en avril dernier ont tous augmenté à l'exception du café et du thé qui ont reculé de 36%, totalisant 21,9 millions usd.

La hausse la plus prononcée (91,2%) a concerné les importations des légumes secs, dont le montant a atteint 24,8 millions usd en avril dernier contre 12,9 millions usd au même mois de 2012.

Les importations de sucre ont aussi grimpé de 55%, pour une valeur de 141,9 millions usd, ainsi que celles des céréales, semoules et farines avec 40,5% pour 340 millions usd.

Par ailleurs, d'autres produits alimentaires ont aussi connu des hausses, mais de moindre ampleur. Il s'agit des viandes (+9,74% à 18,48 millions usd) et des laits et produits laitiers

avec une légère hausse de près de 2% totalisant 119 millions usd. Augmentation générale des importations en avril

En effet, tous les groupes de la structure des importations ont également connu des hausses. La plus remarquable augmentation, après celle des biens alimentaires, a concerné les biens d'équipement (+24,88% à 1,53 milliard usd), les biens de consommation non alimentaires (+19,43% à 965 millions usd) et enfin les produits destinés à l'outil de production (+6,57% à 1,39 milliard usd).

Durant le mois d'avril dernier, les importations algériennes ont augmenté de 19,78%, passant de 4,03 mds usd à 4,83 mds usd, alors que les exportations ont atteint 5,94 mds usd (-3,30%) ce qui s'est soldé par un excédent commercial de près de 1,12 md usd, contre 2,12 le même mois de 2012 (-47%).

El Watan avec APS

Réinventer l'Algérie



La maladie persistante du président Bouteflika libère depuis quelques semaines les critiques sur son règne comme si celui-ci allait inévitablement prendre fin.

Un règne de 13 ans appelle certes un bilan, un inventaire. Les innombrables écrits de ces derniers mois, fondés sur des faits avérés, se focalisent, qui, sur une corruption prédatrice, qui sur une justice inéquitable et sélective, qui sur l'omnipotence d'un improbable rab dzair. Autant de révélations et de dossiers qui s'avèrent nécessaires pour comprendre les mécanismes de ce qui s'est réellement passé durant ces trois mandatures et pour identifier les forces visibles et occultes qui ont méthodiquement et impunément laminé le pays. Il est cependant impérieux d'aller plus loin.

Le prochain Président devra très vite tirer les leçons des gabegies politiques, sociales, et financières de plusieurs décennies et dont le règne du président Bouteflika n'aura été que le

révélateur le plus dévastateur. Sa mission, et ce sera l'élément distinctif — et différenciant — de son choix par la majorité du peuple lors d'élections enfin démocratiques, consistera à concevoir une ambition pour l'Algérie de demain, avec en pré-requis une transformation profonde et graduelle des mentalités.

La tâche est ardue, mais pas impossible. Il s'agit de définir au préalable une vision qui sied à cette ambition, d'en élaborer la stratégie, et de concrétiser cette dernière à travers des plans d'action portés par des projets dont les objectifs seront la consolidation et l'amélioration de notre édifice institutionnel et politique, une justice équitable et indépendante, un enseignement et un système de santé de qualité et une politique sociale qui combatte la pauvreté et ses divers maux. Autant de chantiers cruciaux, dont la singularité est leur corrélation réciproque. Ils permettront d'édifier, en synergies, les bases d'une prospérité produite par le développement d'une économie productive, compétitive et non rentière et d'établir une harmonie et un bien-être social aux quatre coins du pays.

L'absence de vision, de stratégie et de maîtrise des interdépendances entre secteurs explique pourquoi en dépit de centaines de milliards de dollars investis chaque année, notre économie ne développe aucune offre malgré une forte demande et que le peu de production locale qui subsiste encore soit non compétitive. A l'évidence, notre pays, après 50 ans d'indépendance est passé du statut de puissance en devenir à celui de pays périlissant d'un secteur à l'autre. Mais quelle vision faut-il donner à l'Algérie ? La réussite du prochain Président ne pourra s'affranchir de l'élaboration d'un ensemble d'aspirations rationnelles et émotionnelles puisées dans l'essence historique, culturelle et sociale du pays.

Ces aspirations, en l'occurrence, devront s'attacher à matérialiser le devenir d'une Algérie forte, ambitieuse, qui ne compte que sur elle-même pour réaliser ses desseins. Une Algérie construite autour d'un modèle de développement qui place l'épanouissement individuel et collectif comme indicateur essentiel de la réussite du pays. Un modèle qui cristallise l'émergence d'une société harmonieuse et une économie compétitive, capables de faire face aux plus complexes défis géopolitiques et géoéconomiques.

Une vision pour les 10 prochaines années, c'est par exemple s'engager, et cela n'est pas exhaustif, loin s'en faut, à ce que l'Algérie fasse partie des 20 pays les plus prospères au monde grâce à un tissu industriel diversifié, constitué de petites et moyennes entreprises, innovantes, compétitives, adossées à des groupes devenus des géants mondiaux. Les hydrocarbures ne contribueraient alors qu'à 40% à peine de cette prospérité. C'est amener les entreprises nationales à satisfaire à elles seules plus de 70% du marché de l'emploi.

C'est rendre nos universités très attractives et aboutir à ce que une d'entre elles fasse partie des 20 meilleures au monde au classement Shanghai et qu'au moins trois soient parmi les 50 meilleures. Et que nos diplômés de l'enseignement supérieur parlent et écrivent

couramment l'anglais, maîtrisent les fondamentaux de la gestion des entreprises et soient presque tous absorbés par le marché du travail algérien. C'est aussi disposer d'un système de santé, public et privé, de notoriété internationale et que la médecine algérienne soit reconnue comme l'une des meilleures au monde.

C'est également amener l'armée algérienne à devenir autonome dans la recherche, le développement, et la fabrication d'armements sophistiqués pour tous ses corps d'armes. Cela est tout le contraire de ce qu'a entrepris le président Bouteflika depuis sa prise en main des destinées du pays. Mais en avait-il seulement l'ambition, la volonté et la capacité pour le faire, lui qui, semble-t-il, aurait été désigné en particulier pour parfaire la paix en Algérie et déchirer le voile d'un quasi-embargo imposé par certaines puissances ? Transformer la vision en réalisations concrètes nécessite de définir une stratégie.

Autrement dit, une approche structurée et cohérente, basée sur des objectifs et des projets planifiés, coordonnés et dont l'exécution s'intègre dans un développement territorial équilibré qui fasse de l'Algérie une myriade de régions compétitives et productrices de richesse et d'harmonie sociale. Il s'agit donc de réinventer l'Algérie en ce que ceci implique une rupture avec la gouvernance héritée de l'ère du président Bouteflika, tout en transformant profondément et graduellement le pays à travers un processus maîtrisé et dont toutes les phases de transition s'accompagnent d'une pédagogie politique.

Cette dernière aide à reformater une mentalité ambiante figée dans des phénomènes sociétaux pervers (corruption, démobilisation citoyenne, laisser-aller...) qui sont aux antipodes des attributs de développement des nations qui réussissent. L'échec avoué par le président Bouteflika lui-même lors de son discours aux chefs d'APC à la fin de son 2e mandat tient également à cette incapacité à formuler la stratégie et les plans d'action nécessaires pour passer d'une économie basée sur la rente et dont le seul levier de développement est l'exploitation des ressources naturelles et la distribution de leurs revenus, à une économie basée sur la productivité, laquelle balise la voie vers une économie basée sur l'innovation.

Est-ce pour occulter son manque de substance à concevoir et à concrétiser une stratégie de développement pour le pays dans un environnement international volatil, incertain et ambigu que le président Bouteflika s'est contenté de solutions de facilité en instituant «son Programme», c'est-à-dire une politique d'importation systématique et sans retenue, des travaux d'infrastructure dont la pertinence reste souvent à démontrer (les tramways par exemple), et des achats lourds sans négocier un transfert de technologie ? Les projets et acquisitions divers effectués à des coûts colossaux procuraient pourtant une position de force, particulièrement dans une conjoncture de crise économique et financière mondiales.

La presse nationale fait régulièrement état des dysfonctionnements des projets liés au «Programme du Président». Les téléphériques de Constantine sont restés 3 mois à l'arrêt, faute d'expertise algérienne pour les dépanner. Cosider de son côté ne sait toujours pas construire des autoroutes, et il n'est point futile de se demander qui construira les futures autoroutes du pays si la manne pétrolière venait à s'assécher ? Sonelgaz et Sonatrach dépensent des dizaines de millions de dollars dans des procédures d'arbitrage, car, faute d'expertise nationale en droit des affaires, leurs contrats élaborés par des cabinets d'avocats étrangers s'avèrent mal verrouillés.

La Chine et d'autres pays du BRICS ont réussi à devenir compétitifs sur le marché mondial et à capter la valeur, autrefois apanage exclusif des pays européens et des USA, car elles ont mis leurs ressources internes au service d'une stratégie ambitieuse, d'une organisation crédible de leurs institutions politiques et économiques, et du choix des hommes. L'Algérie, en dépit d'une décennie noire et de l'opportunité vorace de certains de ses voisins avait continué d'inspirer crainte et respect. Son leadership en Afrique et dans le Monde arabe était encore vivace.

L'avènement du président Bouteflika aura immédiatement effacé ces acquis. Ses voyages en France, 6 ou 7 fois lors de son premier mandat, ses initiatives et sa «timidité», comme disait de lui Jacques Chirac, ressemblaient à une mise sous-tutelle implicite du développement géopolitique et économique de l'Algérie. L'absence de proactivité stratégique, une diplomatie timorée comme jamais depuis notre indépendance, et un jeu d'alliances inexistant fait qu'aujourd'hui notre pays se retrouve encerclé sur toutes ses frontières. Il subit inexorablement des pressions de toutes sortes (migratoires, terrorismes, guerres, trafics en tous genres...) dont la finalité est plausiblement la saturation des capacités réactives du pays, l'épuisement de ses ressources logistiques et financières de sorte à le rendre vulnérable à une vraisemblable déstabilisation.

La politique du président Bouteflika, claironnée hélas sans nuance par tous les membres de ses gouvernements et de leurs adeptes, a in fine fait gravement baisser le seuil de vulnérabilité de notre pays. Il appartient donc au prochain Président de bien comprendre que seule une Algérie réellement forte de l'intérieur, politiquement et économiquement, lui permettra de défendre efficacement ses intérêts, et d'influer sur la géopolitique régionale, continentale et internationale. Pas le contraire. C'est cela et seulement cela qui lui permettra de desserrer l'étouffement du boa qu'elle subit inexorablement de la part des forces, qui tour à tour, insidieusement et violemment façonnent les contours d'un nouveau paradigme géopolitique qui laisse si peu de chance aux pays faibles.

Abderrahmane MEBTOUL -----samedi 18 mai 2013 18:35

Face à la concurrence énergétique internationale, le projet gazier algéro-italien, GALSI, est-il toujours rentable ?

A la lumière des récentes déclarations du ministre de l'Energie et des mines, concernant le report de la réalisation du gazoduc Galsi, Dr. Abderrahmane Mebtoul* réitère, dans ce texte, son analyse sur la "non-rentabilité du projet" et défend "l'urgence d'une transition énergétique en Algérie" respectueuse de l'environnement.

Nous assistons à une véritable cacophonie des responsables algériens. Je les cite: «les travaux de construction du gazoduc Galsi devant relier l'Algérie à l'Italie et dont les études sont terminées démarreront en 2010»- (ministre de l'Energie -APS- 01 juin 2009). Ensuite, «le projet Galsi se déroule normalement» -(le ministre de l'Energie - APS 08 mars 2011) ».

Enfin, «les travaux de réalisation du projet Galsi seront entamés une fois la rentabilité économique confirmée» (ministre de l'Energie –Forum quotidien Achaab/APS- 20 février 2013).

Et pour le PDG de Sonarach en date du 14 mai 2013, la décision finale d'investir dans la réalisation du gazoduc devant relier l'Algérie via la Sardaigne qui avait été reportée par l'assemblée générale de Galsi en novembre dernier au 30 mai 2013, il y aura probablement un report de la décision d'investissement «à la semaine prochaine».

Pourtant, le 26 novembre 2011, à la télévision française France 3, j'avais attiré l'attention des autorités algériennes de la possibilité d'une non-rentabilité du projet Galsi du fait de surcoûts.

Le ministre de l'Energie et le PDG de Sonatrach viennent après près plus de deux années de confirmer mes prévisions. Entre temps, des propos rassurants ont été prononcés officiellement par différents responsables relayés par la télévision officielle. Que de pertes de temps et d'argent au détriment de l'Algérie ?

1 - Gazprom concurrent direct de l'Algérie

Rappelons que la Russie possède 1/3 des réserves mondiales de gaz conventionnel en plus du savoir-faire technologique et managérial contre 15% pour l'Iran et 10% pour le Qatar, ces trois pays totalisant plus de près de 50% des réserves mondiales, l'Algérie ayant un taux de 1, 2,% pour moins de 2000 de milliards de mètres cubes gazeux après la dernière estimation du PDG de Sonatrach en date du 24 février 2013 et non plus 4500 comme rappelé souvent par la presse algérienne. Ainsi se pose tout le problème de savoir si face à la concurrence notamment russe, elle a une stratégie gazière devant prendre avec sérieux Gazprom principal concurrent de l'Algérie, et surtout la révolution du gaz de schiste, les réserves pour l'Algérie selon l'AIE étant de 6000 milliards de mètres cubes gazeux et entre 12 000 et 17 000 selon le ministère de l'Energie. A quel coût, sans compter les risques de détérioration de

l'environnement et l'Algérie étant un pays semi-aride, 1 milliard de mètres cubes nécessitant un million de mètres cubes d'eau douce?

On peut découvrir des milliers de gisements mais non rentables selon le couple coût vecteur prix international. L'Algérie risque de connaître de gros soucis concernant son gaz surtout à compter de 2020 comme nous l'avions annoncé il y a 5 années dans plusieurs contributions avec des pressions à la baisse des prix. Avec le recours massif à la fracturation hydraulique les Etats-Unis pourraient devenir le 1er producteur mondial de pétrole ainsi que de gaz à la fin de la décennie, selon le directeur adjoint de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Américain Richard.

L'Amérique du Nord a avec cette révolution soudainement 100 années d'approvisionnement en gaz "au chaud" et le monde en a 250. "Ce boom redessine la carte géopolitique du monde", constatait Marvin Odum, un dirigeant de Shell, lors d'une récente conférence du cabinet spécialisé Platts. Cet essor a fait chuter les cours du gaz naturel sur le marché américain, désormais inférieurs à 3/5 dollars par million de BTU contre 10 dollars en Europe et plus de 15 en Asie, où la catastrophe de Fukushima a fait bondir la demande japonaise en gaz. Donc, des enjeux stratégiques pour l'Algérie dont les recettes pétrole/gaz en provenance des USA représente 30% et qui, de surcroît, connaît une très forte concurrence internationale et également du fait du bas prix une très forte consommation de la demande interne.

Le marché principal du moins à court terme, en attendant l'Afrique, étant l'Europe, l'Algérie ne va-t-elle pas perdre des parts de marché? Et le nouveau mémorandum qui sera signé prochainement avec l'Europe insistera sur la déconnection des prix du gaz et du pétrole qui n'est plus en vigueur depuis au moins trois années et qu'advient-il des prix du gaz algérien aussitôt les contrats à moyen et long terme arrivés à expiration, l'Europe faisant pression pour une baisse des prix ?

Qu'en est-il du programme des énergies renouvelables et du partenariat avec l'Europe, dont le montant annoncé était de 60 milliards de dollars en 2011 et qui vient d'être porté par le ministre de l'Energie en 2013 à 100 milliards de dollars ? Concernant le gaz conventionnel, il y aura lieu de tenir compte de la concurrence du Qatar, de la Libye qui avec des réserves de 1500 milliards de mètres cubes gazeux non exploitées et des nouvelles découvertes en Afrique. La stratégie de Gazprom, grande société internationale dynamique cotée en bourse, ce qui n'est pas le cas de Sonatrach, à travers le North Stream et le South Stream est offensive. Pour Nord Stream, le 8 novembre 2011 a été inauguré en Allemagne le gazoduc Nord Stream, qui permet l'acheminement de gaz russe en Europe.

C'est un projet stratégique dont le tracé, d'une longueur de 1 224 km, doit à terme, permettre de transporter 55 milliards de mètres cubes de gaz par an de Vyborg jusqu'à la ville allemande de Greifswald en traversant les eaux territoriales de la Russie, de la Finlande, de la Suède, du Danemark et de l'Allemagne. «Le volume de gaz fourni (sera) comparable à l'énergie produite par onze centrales nucléaires», a expliqué Vladimir Poutine lors de l'inauguration. La première conduite, d'une capacité de 27,5 milliards de mètres cubes, a été achevée en mai. Une deuxième est en cours de construction et doit être entièrement posée d'ici à la fin 2012, doublant la capacité de la liaison.

Le vice-Premier ministre russe, Igor Setchine, a indiqué que le montant du projet s'élevait à 13 milliards de dollars en tenant compte des coûts de financement mais les prévisions de clôture donnent environ 15 milliards de dollars. Quant au projet de South Stream, concurrent direct de l'Algérie, afin de le mettre en œuvre, le russe Gazprom et Eni ont créé en 2008, la compagnie South Stream . En juin 2010, ils ont signé un mémorandum visant à associer le groupe français EDF au projet. En mars 2011, Gazprom et Wintershall Holding GmbH ont signé un mémorandum d'entente sur la participation de la compagnie allemande à la construction du tronçon sous-marin du gazoduc.

Tout comme Nord-Stream, il doit permettre à la Russie de contourner l'Ukraine, principal pays de transit. Fin décembre 2011, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a exigé que les travaux du gazoduc South Stream, destiné à livrer du gaz russe à l'Union européenne via la mer Noire, commence dès fin 2012 et non plus en 2013 comme prévu initialement pour se terminer en 2015.

Lors de cette rencontre, le feu vert a été donné par la Turquie à la Russie pour faire passer South Stream dans ses eaux territoriales en mer Noire, cette dernière ayant signé un accord avec l'Autriche sur South Stream, dernier document nécessaire pour lancer le projet. Auparavant, à Moscou, la Russie avait déjà signé des accords intergouvernementaux avec la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Grèce, la Slovénie et la Croatie.

Long au total de 3 600 km, (la longueur du tronçon sous-marin sera d'environ 900 km et sa profondeur maximale de plus de 2 000 m), South Stream doit alimenter en gaz russe l'Europe occidentale, notamment la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Slovénie et l'Autriche, la Grèce et l'Italie, via la mer Noire et les Balkans. D'une capacité de 63 milliards de m³ de gaz, le tronçon sous-marin doit entrer en service en 2015, le coût estimatif du projet étant évalué à 15,5 milliards d'euros mais devant clôturer selon les dernières estimations à environ 20/22 milliards de dollars. L'ensemble de ces projets remettent en cause le projet Nabucco.

Rappelons qu'en décembre 2011, simultanément la Turquie et l'Azerbaïdjan annoncent la mise en place du gazoduc transanatolien qui absorbera le gaz de Shah Deniz initialement envisagé pour Nabucco qui est un projet de gazoduc reliant l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale.

Soutenu initialement par l'Union européenne (UE), il devait permettre, dès 2017, de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique de l'Europe, notamment d'un pays comme la Hongrie, qui dépend du gaz russe. D'une longueur de 3300 km, il aurait une capacité maximale de 31 milliards de mètres cubes de gaz. Son coût, initialement prévu à 10,5 milliards de dollars s'élèverait à 17 milliards de dollars . Sa position au cœur de la Turquie devait permettre au gazoduc d'être éventuellement relié, à terme, aux réseaux de transport syrien et surtout irakien. Dès lors Nabucco est en concurrence directe avec le projet South Stream. Avec les récentes tensions avec l'Iran, la guerre en Syrie, et comme mis en relief précédemment, la Russie et la Turquie ayant annoncé un accord sur la traversée des eaux territoriales turques par Le South Stream, cela rend la construction de Nabucco peu probable à moyen terme.

2 - Les perspectives énergétiques de l'Algérie et le projet algérien Galsi

L'Algérie est le troisième fournisseur de gaz de l'Europe (13/15%) après la Russie et la Norvège. L'Algérie peine toujours à maintenir le niveau des volumes exportés au-dessus de 60 milliards de mètres cubes, un seuil qui était bien conservé entre 2001 et 2008 et les prix élevés cachent une baisse du volume rendant problématique les prévisions de 80/85 milliards de mètres cubes gazeux pour 2014.

Pour calculer la durée de vie des réserves en Algérie, il s'agit de prendre en compte tant les exportations que de la forte consommation intérieure du fait du bas prix du gaz, un des plus bas au niveau du monde, bloqués par la décision D/06-05/CD du 30 mai 2005. Sonatrach supporte en moyenne entre 1,5 et 2 milliards de dollars de subventions par an, selon les variations du prix international.

La consommation intérieure en 2012, selon le Creg est de 25/30 milliards de mètres cubes gazeux et avait extrapolé environ 50 milliards de mètres cubes gazeux horizon 2017/2020. Mais ce montant a été calculé avant l'annonce des nouveaux projets consommateurs d'une grande quantité de pétrole et de gaz. Mais avec ce paradoxe, les ménages étant les plus importants consommateurs d'électricité que les entreprises montrant une désindustrialisation du pays, loin donc des normes internationales. Ce montant risque d'être fortement augmenté après les décisions courant 2012 d'installer plusieurs raffineries fonctionnant au gasoil (alors que l'Algérie sera importatrice de pétrole horizon 2020) et d'importantes capacités d'électricité fonctionnant au gaz.

Suite aux coupures récurrentes d'électricité, il a été décidé de doubler la capacité d'électricité à partir des turbines de gaz. Ainsi, Sonelgaz financera via le Trésor public environ 27/30 milliards de dollars d'ici à 2016-2017 pour une capacité supplémentaire de 12 000 MW.. Dès lors, avec cette augmentation de la consommation intérieure, d'un retour à la croissance, du fait de la décision de ne pas modifier les prix intérieurs, il y a risque d'aller vers 70 milliards mètres cubes gazeux horizon 2017-2020 de consommation intérieure, dépassant le volume des exportations actuelles.

Si l'on prend les extrapolations d'exportation de 85 milliards mètres cubes gazeux et 70 milliards de mètres cubes gazeux de consommation intérieure, il faudrait produire dès 2017 entre 155 milliards de mètres cubes gazeux supposant d'importants investissements dans ce domaine, limitant le financement des secteurs hors hydrocarbures et donnant une durée de vie de 13 ans maximum soit horizon 2026. Cela accélérera l'épuisement de cette ressource non renouvelable. Il faudra évidemment prendre en compte la croissance ou pas de l'économie mondiale qui est un élément déterminant de la demande des hydrocarbures et donc, de l'évolution du prix de cession, les coûts, les concurrents ayant déjà amorti leurs installations, des énergies substituables du fait des importantes mutations énergétiques mondiales.

Qu'en sera-t-il du prix du gaz avec la révolution gazière du gaz non conventionnel analysé précédemment , du recyclage du CO2 du charbon (environ 200 années de réserves mondiales contre 40/50 ans pour le pétrole, La Chine a créé une centrale à charbon zéro

émission de CO2 et compte développer les gaz de houille parallèlement à grande échelle, horizon 2017/2020 la production de gaz de schiste également pour l'Inde.) du nucléaire, des énergies renouvelables dont le solaire qui produit à grande échelle ne feront que réduire leurs coûts et entreront forcément en concurrence avec le gaz conventionnel algérien ?

Les économies d'énergie supposent un nouveau modèle de consommation énergétique, une politique des prix plus rationnelle et le développement de sources alternatives d'énergie pour les besoins du marché local Algérie. Ce qui permettrait d'alléger la pression de la demande sur l'offre de gaz et donc pour l'Algérie d'honorer ses engagements internationaux. La demande extérieure des hydrocarbures pour l'Algérie, d'une manière générale sera fonction d'une reprise ou pas de l'économie mondiale, de l'évolution du cours du dollar, des investissements dans les énergies substituables qui détermineront l'évolution du prix international La société d'études GALSI, dont le siège est à Milan, a été créée le 29 janvier 2003 entre Sonatrach (36%) et des partenaires européens essentiellement italiens Edison Gas: (18%), Enelpower : (13,5%), Eos Energi (9%), Sfirs/Spa (5%) Progemis/ Spa: (5%) et Wintershall: (13,5 %).

Paradoxe, Comme je l'avais annoncé courant 2012, dans le cadre de la renégociation de contrats de gaz à long terme par le groupe italien Edison qui a été repris par le groupe français EDF, Sonatrach a perdu en mars 2013, une affaire d'arbitrage où le groupe italien a obtenu la révision à la baisse des prix d'un contrat de fourniture de gaz naturel et ce sur décision, rendue par la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale avec un impact estimé à environ 300 millions d'euros (390 millions de dollars) sur l'Ebitda (excédent brut d'exploitation) du groupe Sonatrach en 2013. Le projet GALSI devait relier directement l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne pour un investissement entre 2,5 et 3 milliards de dollars initialement , mais dont le coût en mai 2013, approcherai actuellement 4 milliards de dollars et dont la mise en service était prévue pour 2014.

Rappelons qu'un accord intergouvernemental relatif à ce projet a été conclu en novembre 2007, entre l'Algérie et l'Italie. Ce gazoduc doit relier Hassi-R'mel à El Kala dans sa partie «On shore» sur une longueur de 640 km. Dans sa partie «off shore», le projet reliera El Kala à Cagliari en Sardaigne sur une distance de 310 km. Une fois concrétisé, il devant acheminer, directement en Italie, un volume annuel de 8 milliards m3 de gaz. Dans le cadre de l'arrêté du 15 décembre 2009, relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité, publié au Journal Officiel français du 10 janvier 2010, il est prévu que pour la Corse, les nouvelles centrales thermiques fonctionnerait au gaz naturel, dès lors que le raccordement de la Corse au gazoduc Algérie-Italie via la Sardaigne (Galsi) serait réalisé.

Or, contrairement à la majorité des élus Corses qui sont favorables au projet Galsi, il semblerait que la majorité des élus de la Sardaigne s'opposent pour l'instant à la réalisation de ce projet du moins dans le tracé traditionnel pour des raisons écologiques et autres et du fait de l'autonomie de cette région, le gouvernement central italien ne pouvant rien faire sans l'aval des élus locaux.

Contrairement aux affirmations officielles algériennes, pour le maire de la Sardaigne, dans une récente émission à la télévision française France 3, je le cite «jamais le projet Galsi ne

passera en Sardaigne dans son tracé initial» (voir le documentaire d'une heure a été diffusé le 29 novembre 2011 sur la télévision française France 3 Corse consacré au projet Galsi). Faut-il y voir la main russe, dans la pratique des affaires les sentiments n'existent pas? Et c'est là qu'entre en scène la concurrence du géant Gazprom.

Le projet Nigal pourra-t-il permettre d'accroître les capacités d'exportation? Dans ce cadre, se pose le problème de la rentabilité de ce projet où suite au mémorandum d'entente qui avait été signé en janvier 2002, entre Sonatrach et la Nigerian National Petroleum (Nnpc), réunis à Abuja au Nigeria, les ministres du Pétrole et de l'Energie d'Algérie, du Niger et du Nigeria avaient également signé le 3 juillet 2009, un accord pour construire un gazoduc baptisé Trans Saharan Gas Pipeline (Tsgp), de 4128 kilomètres (dont 2310 km pour le territoire algérien) qui devrait servir à alimenter l'Europe en gaz (20/30 milliards de mètres cubes) puisé dans le delta du Niger au sud du Nigeria. Avec un coût prévu initialement à 7 milliards de dollars, il aurait dépassé actuellement les 15 milliards de dollars. Ce projet financé pour partie par l'Europe avec la crise d'endettement est –il réalisable d'autant plus que comparé aux canalisations russes, son coût est trop élevé.

En résumé, l'Algérie est une économie totalement rentière, en 2012 98% des exportations en devises étant le fait de Sonatrach. Toute chute des cours entraîne des conséquences financières, sociales et politiques du fait de la dominance de l'Etat providence. Rappelons la chute des cours en 1986, avec toutes les ondes de chocs politiques, économiques et sociales entre 1988/1994 (rééchelonnement) et de près de 45% des recettes en devises de Sonatrach après la crise de 2008/2009. Comme se pose cette question stratégique: quelles sont les réserves prouvées du pétrole et du gaz, sachant que l'Algérie habitera 50 millions d'habitants dans 25 ans, les coûts d'exploitation, le bilan devises des investissements de Sonatrach réalisés à l'étranger et la rentabilité du projet Galsi?

Et ce, d'autant plus que le coût de Galsi ramené au volume desservi est non compétitif par rapport aux projets South Stream et North Stream donnant par rapport aux projets russes un surcoût variant entre 11 et 16 %. Cela n'implique-t-il pas face aux nouvelles mutations énergétiques mondiales, mais également aux récents scandales financiers, un nouveau management stratégique de Sonatrach (1)?

Le temps en économie ne se rattrape jamais. Il existe une véritable cacophonie entre les déclarations des différents ministres de l'Energie entre 2009/2013. Aussi, face aux bouleversements géostratégiques qui s'annoncent, cela pose l'urgence d'une transition énergétique en Algérie (nouveau modèle de consommation énergétique, un nouveau management stratégique de Sonatrach) et donc d'une transition d'une économie basée sur la rente à une économie hors hydrocarbures. Et là on revient à la ressource humaine, les ressources naturelles, étant un moyen, n'ayant jamais été à l'origine de la richesse des nations. Si l'on a généralisé les hydrocarbures ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de charbon (réserves estimées à 200 ans) mais du fait des nouvelles technologies qui ont permis d'abaisser le prix. A l'avenir, grâce au génie humain, il est possible par d'autres procédés technologiques, afin d'éviter la détérioration de l'environnement, de substituer d'autres sources d'énergie aux hydrocarbures, sous réserve d'une production à grande

échelle afin d'abaisser les coûts. Au-delà un certain prix, la substitution se réalisera forcément.

Cela renvoie forcément à d'autres facteurs que l'économique dont une nouvelle gouvernance politique, économique et sociale solidaires, plus de réformes structurelles et non du replâtrage, et l'approfondissement de l'Etat de Droit et de la démocratie conciliant l'efficacité économique et l'équité, la modernité et notre authenticité.

(*) Professeur des Universités, Expert international, Directeur d'Etudes au Ministère Energie Sonatrach 1974/1979-1990/1995-2000/2006

Références

- Voir le documentaire d'une heure diffusé le 29 novembre 2011 de 20h30 à 21h45 sur la télévision française France 3 Corse consacré au projet Galsi invité du plateau professeur Abderrahmane Mebtoul .

- Pour un nouveau management stratégique de Sonatrach» – contribution d'Abderrahmane Mebtoul revue HEC Montréal Canada novembre 2010(52 pages- voir également notre interview à la télévision française France 3 sur le projet Galsi 26 novembre rediffusée 27/28/29 novembre 2011 où le maire de la Sardaigne a affirmé je le cite « le projet Galsi ne passera jamais sous son tracé initial ».

- Important ouvrage collectif revue Stratégie Parsi France « Agir» n°50, sous la direction du général Eric de La Maisonneuve «La Méditerranée, enjeux et avenir», septembre 2012 Paris France (250 pages) Claude Nigou-Jean Dufourcq-Didier Billion- Gérard-François Dumont- dont la –contribution d'Abderrahmane Mebtoul «Sonatrach face aux mutations énergétiques mondiales»

- Jeune Afrique paris France- Abderrahmane Mebtoul : Les dix propositions pour une transition énergétique de l'Algérie

- Magazine international Les Afriques – Abderrahmane Mebtoul -Face aux mutations internationales Quel modèle de consommation énergétique en Algérie ?

- Abderrahmane Mebtoul - Magazine international Les Afriques [La concurrence -Gazprom /Sonatrach face à la nouvelle carte énergétique mondiale](#)

- Abderrahmane Mebtoul- La nouvelle carte énergétique mondiale Institut Français des Relations Internationales IFRI France -déc 2011

- Sur le même thème conférence à la conférence internationale organisée par la CEE de Bruxelles à Malte avril 2012- Abderrahmane Mebtoul : l'Algérie c'est Sonatrach et Sonatrach c'est l'Algérie

- Ouvrage collectif sous la direction d'Abderrahmane Mebtoul avec la participation de cadres de Sonatrach experts algériens et internationaux « L'Algérie face aux mutations énergétiques mondiales 2 volumes 720 pages Edition Dar El Gharb Algérie

NB - Le professeur Abderrahmane Mebtoul interviendra à une grande rencontre internationale devant de nombreuses personnalités et experts de renom le 31 mai 2013 à l'Assemblée nationale française sur la transition énergétique mondiale sur le thème " L'Algérie face aux contraintes de la transition énergétique mondiale"

Algérie-FMI derriere la nuit de miel

La directrice du FMI était à Alger le 12 mars 2012. L'occasion de passer en revue la situation économique et financière de ce grand exportateur gazier, qui a augmenté substantiellement sa quote-part au FMI.

Christine Lagarde a visité l'Algérie, le 12 mars dernier. Ce pays, qui a augmenté substantiellement sa quote-part de 705,2 millions de DTS (équivalent de plus d'un milliard de dollars), le portant à 1,96 milliards de DTS (3 milliards de dollars), selon un décret présidentiel publié au dernier journal officiel courant octobre 2012 (sans compter l'emprunt en 2012 de 5 milliards au fonds monétaire à un taux inférieur à 1%) est devenu un membre majeur du système monétaire international.

L'aisance financière artificielle grâce aux hydrocarbures (600 milliards de dollars de recettes en devises entre 2000 et 2012 selon les bilans de Sonatrach) a permis d'éponger une fraction importante de la dette publique intérieure et extérieure, mais il existe une déconnexion avec la sphère réelle. Or, un taux de croissance, se calcule par rapport à la période précédente, un taux de croissance élevé à la période T1, en référence à un taux de croissance faible en référence à la période TO donne globalement un taux de croissance faible.

L'Algérie dépense sans compter

Selon les institutions, le rapport du FMI 2011, le produit intérieur brut l'Algérie est de 158,97 milliards en 2010, 183,4 milliards de dollars en 2011 et de 188,6 milliards de dollars en 2012. Or, il y a lieu de souligner la faiblesse de la production et de la productivité du fait que 97/98% des exportations sont le résultat des hydrocarbures à l'état brut et semibrut, les 2,3% hors hydrocarbures fluctuant depuis plus de 20 ans pour un montant dérisoire entre 900 millions de dollars et 1,5 milliard de dollars.

Ces 2/3% sont constitués en majorité de produits semi finis, issus eux-mêmes des hydrocarbures et déchets ferreux et non ferreux. C'est que plus de 90% du tissu économique sont constitués de PMI/PME organisées sur des structures fami-liales, ne possédant pas de management stratégique, ne pouvant pas faire face à la concurrence internationale. Les importations couvrent 70/75% des besoins des ménages et des entreprises dont le taux d'intégration ne dépasse pas 10/15%. On peut démontrer facilement que le taux de croissance officiel, hors hydrocarbures de 5/6%, a été permis pour 80%, via la dépense publique et qu'il ne reste pour les entreprises véritablement autonomes, créatrices de

richesses, pouvant évoluer dans un environnement concurrentiel mondial, que moins de 20% du produit intérieur brut.

Cela a permis également une dépense publique estimée entre 2004/2013 à plus de 500 milliards de dollars (part devises et part dinars) l'Algérie dépensant deux fois plus pour avoir deux fois moins de résultats par rapport aux pays similaires. Le taux de croissance moyen 2004/2013 de 3% aurait du être de 10 à 15% en termes réels posant la problématique de la mauvaise gestion et de la corruption.

Devant être attentif pour toute analyse objective à la balance des paiements et non uniquement à la balance commerciale, le montant poste assistance technique étrangère est passé de 2 milliards de dollars en 2002 à 12 milliards de dollars entre 2011/2012. Le montant des réserves de change, richesse artificielle, signe monétaire dues à des facteurs exogènes et non signe du développement, composée des réserves de change à hauteur de 46% en dollars et à 42% en euros, le reste étant constitué d'autres monnaies étrangères à l'image de la livre sterling, le yen japonais et les DTS du FMI, dont 86% environ placées à l'étranger, (y compris l'emprunt de 5 milliards de dollars au FMI à environ un taux de 0,08%), notamment en Bons de Trésor américains et européens, sont estimées à plus de 200 milliards de dollars au 01 janvier 2013, toujours grâce à la rente des hydrocarbures.

Aussi, les taux de croissance, taux d'inflation et taux de chômage officiels sont artificiels gonflé, pour le premier via la dépense publique, et le second par des subventions, et le troisième par la dominance des emplois issu de la rente. La distribution de la rente sans contreparties productives pour une paix sociale éphémère (la loi de finances 2013 annonce un total de 2 millions de fonctionnaires pour une population de 37 millions d'habitants en 2012 et un PIB seulement de 180 milliards de dollars y compris les hydrocarbures) est une des causes essentielle du retour à l'inflation. Le taux de cette inflation a dépassé en moyenne annuelle 8% en 2012, le double par rapport à 2011.

Le coût de la paix sociale

Qu'en sera-t-il, aussitôt épuisé les ressources d'hydrocarbures ? Cette analyse est corroborée par le rapport officiel de l'ONS 2012, pour qui 50% de la population active algérienne active l'informel. Il s'agit surtout du petit commerce et des services qui d'ailleurs, toujours selon cette enquête, représente 83% du tissu économique algérien démontrant la tertiarisation de l'économie alimentée par la rente des hydrocarbures.

En plus, il faut compter les sureffectifs des administrations et des entreprises publiques. Sans cette dépense publique, fonction du prix du pétrole et moteur principal de la création d'emplois, le taux de chômage serait supérieur à 20%. La persistance des déficits publics à travers l'assainissement répétées des entreprises publiques et le manque de rigueur dans la gestion (la loi de finances 2013 prévoit plus de 6 milliards de dollars pour les réévaluations des coûts des projets publics en cours de réalisation) a produit un système d'éviction sur l'investissement productif notamment du secteur privé.

Les banques algériennes déconnectées des réseaux internationaux n'arrivent pas à concurrencer sérieusement leurs consoeurs au niveau du bassin méditerranéen et même africain selon «l'African Business ». Ce retard s'explique par la qualité des services et le faible niveau de leurs investissements qui n'ont pas permis de gagner en croissance. Le système financier algérien est dans l'incapacité d'autonomiser la sphère financière de la sphère publique, cette dernière étant totalement articulée à la sphère publique dont l'Etat est actionnaire à 100%, le privé local ou international, malgré le nombre, étant marginal.

Après plusieurs années d'ouverture, 90% du financement de l'économie algérienne (un taux qui passe à 100% pour le secteur public et 77% pour le privé), se fait par les banques

publiques. Celles-ci se caractérisent par une concentration d'actifs pour plus de 39% sur la seule BEA, communément appelée «la banque de Sonatrach». Seulement 10% du financement de l'économie sont pris en charge par les banques privées, avec une concentration de plus de 52% des actifs sur trois banques.

La règle des 49/51%

Autre carence expliquant le retard du système bancaire algérien, la réglementation. Depuis la loi de finances complémentaire 2010, toute banque étrangère qui s'installerait est régie par la règle des 49%/51%, l'Etat algérien étant majoritaire. Il s'ensuit que face à ce monopole, les banques publiques algériennes croulent sous les liquidités oisives. Cela s'explique plus par la rigidité de la gestion des banques que par les ressources disponibles, les banques privilégiant l'importation.

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouant un rôle vital dans le développement économique, par l'accroissement de la concurrence, la promotion de l'innovation et la création d'emplois, sont souvent confrontées à plusieurs défis en matière de croissance, qui varient des environnements macroéconomiques peu favorables aux barrières administratives et à la bureaucratie.

Toutefois, le plus grand obstacle demeure peut-être leurs capacités limitées à avoir accès aux services financiers. Les financements bancaires à long terme habituels sont généralement inaccessibles pour les PME, faute de garanties, ce qui rend les actifs mobiliers peu sûrs pour l'accès au crédit. Cette situation, ajoutée au niveau élevé des coûts de transaction liés à l'obligation de vigilance, amène les banques commerciales à continuer de privilégier les prêts aux marges, les entreprises bien établies. Dès lors, le crédit bail pourrait être un complément comme moyen de financement pour certains biens d'équipements en particulier pour les entreprises plus petites qui n'ont pas une tradition de crédit ou qui ne disposent pas des garanties requises pour avoir accès aux formes habituelles de financement.

Environnement contraignant des affaires

Comment est-ce qu'un Algérien, qui vit au SNMG, (200 euros par mois, soit 6,6 euros par jour alors que le kilo de viande est de 10 euros) fait face aux dépenses incontournables : alimentation, transport, santé, éducation ? La cellule familiale, les transferts sociaux qui ont atteint plus de 1 200 milliards DA en 2011, plus de 1400 milliards de dinars en 2012 (14 milliards d'euros) soit 18% du budget général de l'Etat et plus de 10% du PIB, jouent temporairement comme un tampon social.

Le climat des affaires ne s'améliore pas comme le montre la 10ème édition du rapport de la Banque mondiale Doing Business 2013 classant l'Algérie à la 152ème position sur 185 pays pour les facilités accordées à l'investissement.

Dans ce classement relatif aux meilleures conditions d'entreprendre dans le monde, l'Algérie est à la 156ème position pour le lancement d'une entreprise, 129ème pour l'obtention d'un crédit, à la 138ème position pour l'obtention d'un permis de construire, à la 129ème position pour les procédures de facilitation d'exportation accordées aux PME, 126ème position en matière d'application des contrats, 170ème pour les procédures de paiement des impôts, et à la 82ème position pour la protection des investisseurs. Cela explique, en plus du changement perpétuel de cadre juridique, la dominance de la tertiarisation de l'économie-petits commerce/service (83% du tissu économique en 2012, avec un commerçant pour 24 habitants) et la part dérisoire de moins de 5% du secteur industriel dans le produit intérieur brut, traduisant le dépérissement du tissu productif.

L'actuelle gouvernance caractérisée par la bureaucratisation de la société algérienne, avec la faiblesse de la morale et donc d'un Etat de droit qui enfante la sphère informelle spéculative, contrôlant 40% de la masse monétaire en circulation et 65%, y est pour beaucoup dans cette situation.

Suspendue au cours du baril

Il y a donc risque en Algérie (l'action terroriste sur le champ gazier d'In Amenas a montré clairement la dominance rentière de l'économie algérienne après 50 années d'indépendance politique,) de tensions sociales croissantes en cas de chute durable du cours de baril en dessous des 80 dollars à prix constants.

Cela pose la problématique de l'urgence de la diversification de l'économie algérienne, dans le cadre de l'intégration du Maghreb, pont entre l'Europe et l'Afrique. Pourtant, existent des possibilités pour augmenter le taux de croissance en Algérie qui recèlent d'importantes potentialités. Pour cela il faudrait une nouvelle gouvernance stratégique des institutions et des entreprises.

En bref, la lecture détaillée du rapport 2013 du FMI montre clairement qu'il existe un divorce entre la bonne santé financière de l'Etat due aux hydrocarbures et la sphère réelle en léthargie et que les équilibres macro-financiers sont éphémères sans de profondes réformes institutionnelles et microéconomiques. Aussi, la transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures en Algérie, dans le cadre de la Remondialisation, avec d'importants bouleversements géostratégiques entre 2015/2020, suppose un profond réaménagement des structures du pouvoir se fondant sur l'entreprise créatrice de richesses, les couches productives et le savoir.

Dr. Abderrahmane Mebtoul,
Professeur des Universités,
Expert international